**Discours du président du MR Georges-Louis Bouchez**

**1er mai 2021**

Bonjour à toutes et à tous,

Bonjour à nos membres et à notre public virtuel qui me permet de voir des gens et leurs réactions, car cela me manque, cela nous manque !

Il y a un an, nous n’imaginions pas qu’un an plus tard, nous en serions toujours à devoir organiser un rassemblement virtuel et être à ce point coupés de nos liens sociaux, de ce que nous préférons, nous, les politiques : le contact, la rencontre, l’échange. Vous savez à quel point cela me tient à cœur. Je tiens à dire que vous me manquez fortement. Mais je sais aussi que nous sommes plus près de la fin de ces diifficultés que du début. Je me réjouis donc de vous retrouver dans les prochains mois dans nos sections, nos arrondissements et nos fédérations.

Cela fait plus d’un an que nous sommes en crise et les solutions ne peuvent plus être les mêmes. Dans l’urgence, nous avons dû réduire les libertés comme jamais depuis la seconde guerre mondiale. Nous devons maintenant apprendre à vivre malgré le virus. Le MR le répète depuis des mois. C’est faire preuve de responsabilité, la responsabilité de placer la liberté comme valeur supérieure et absolue dans une démocratie car elle est le seul moteur possible pour l’émancipation de l’individu.

C’est aussi notre responsabilité de penser à nos soignantes, nos soignants, à nos hôpitaux et de ne pas faire n’importe quoi. C’est pourquoi des expérimentations ont débuté cette semaine. Merci à l’ensemble des ministres et des élus du MR qui se battent pour qu’elles soient mises en place. Grâce à elles, nous pourrons déployer des protocoles qui doivent nous permettre de continuer à vivre, quelle que soit l’évolution du virus. Le vaccin est la réponse principale à cette crise mais ne peut être la seule. Nous devons être créatifs et ne pas rester dans une stratégie qui consisterait à fermer ou ouvrir des secteurs. Beaucoup d’entre eux sont encore concernés aujourd’hui et je voudrais leur dire que nous pensons à eux. Nous travaillons pour qu’ils puisent rouvrir le plus rapidement possible. Nos ministres travaillent aussi pour que les aides soient à la hauteur.

Ces aides sont importantes mais elles ne sont pas suffisantes. Ce qui manque particulièrement aux indépendants, c’est de ne pas pouvoir développer leur projet de vie, autour duquel ils ont organisé l’ensemble de leur existence. Les aides peuvent les aider à franchir quelques obstacles financiers mais elles ne donnent pas ce bonheur de pouvoir travailler et développer son activité.

Cette année, le contexte politique est aussi particulier car la négociation de l’accord interprofessionnel est en cours. Je vois des partis à gauche, à l’extrême gauche en particulier, qui agitent et créent des tensions sociales dans notre pays. Je veux m’adresser à Déborah, caissière à Nieuport, et lui dire que, contrairement à ce qu’indiquent ces syndicats et ces partis de gauche par besoins électoraux, l’augmentation salariale ne sera pas de 0,4% mais de 3,2%, grâce à l’application de la loi de 1996. L’augmentation peut même atteindre 6% dans certains secteurs, pour remercier le personnel qui s’est battu pendant cette crise. Que Déborah et les personnes dans sa situation sachent que le MR est le vrai parti des travailleurs car nous pensons que ces travailleurs doivent continuer à gagner plus, avec la nécessité d’avoir un différentiel plus grand entre les revenus issus des allocations sociales et les revenus du travail.

Si je m’adresse à Déborah, je veux m’adresser aussi à Benjamin, de Mons, qui est à la tête d’une agence de voyage à l’arrêt ou presque, et qui devra aussi augmenter son personnel de 3,2% alors que son secteur génère des pertes. Là où nous Libéraux faisons la différence, c’est que nous n’opposons pas les gens les uns aux autres. Nous cherchons le meilleur choix pour garantir l’intérêt général. Celui de Benjamin comme celui de Deborah.

Certains ont aussi essayé d’amener la question des dividendes. L’Etat doit-il se priver de plusieurs centaines de millions d’euros de rentrées via ses participations chez Proximus, Belfius, via l’impôt que rapportent ces dividendes ? Est-ce que, même si l’idée peut paraître séduisante à l’oreille, c’est intelligent de priver l’Etat de ces rentrées pour des politiques sociales, pour des politiques publiques, pour garantir un mieux-être pour chacun ?

A travers ces deux exemples, j’ai voulu vous démontrer la bêtise, le danger que représente la gauche extrême. Ce qui me préoccupe, c’est que ces idées contaminent quelques partis qui espèrent gagner quelques voix en lui courant après. Cela ne marchera pas. Ce n’est pas possible. Et ce n’est pas possible non plus d’augmenter toujours les taxes. Pour une raison très simple : notre pays est déjà l’un des plus taxés du monde.

Vous constaterez que souvent, nous taxons les comportements que l’on estime nocifs ou mauvais. Nous souhaitions moins de fumeurs ? Nous avons augmenté les accises sur le tabac. Nous souhaitions réduire l’usage des voitures ? Nous avons augmenté les accises sur le carburant. Nous avons voulu lutter en faveur de l’environnement ? Nous avons déployé des taxes environnementales. Quelle est donc la logique de taxer toujours plus le capital ou le travail ? Considérons-nous que le capital, qui est à la base de la création économique et de la création d’emploi, doit être abrogé ? Que le travail doit être sanctionné ? Ce n’est pas la vision des Libéraux.

Il faut regarder vers l’avenir et le redéploiement de notre pays. Cela passera par la relance dont nous avons déjà obtenu l’un des trois piliers. C’est le plan d ‘investissement qui devrait créer 3900 emplois selon le bureau Fédéral du Plan, dont les 2/3 dans la construction. Je salue d’ailleurs les choix du MR et des ministres aux différents niveaux de pouvoir. Mais 3900 emplois ce n’est pas assez. Le MR s’engage pour obtenir plus d’emplois et atteindre l’objectif de 80% de taux d’emploi prévu dans l’accord de gouvernement fédéral.

Nous devrons passer par des réformes structurelles. J’énumère ici quelques-unes de nos propositions. Il s’agit d’abord de défiscaliser les 360 premières heures supplémentaires pour encourager l’activité Celui qui travaille plus doit gagner plus et le salaire-poche doit augmenter. Nous souhaitons aussi défiscaliser le travail de nuit pour que ceux qui font ce choix de sacrifier une partie de leur confort de vie soient mieux récompensés. Pour que le différentiel avec les allocations sociales soit plus important. Il est important de venir en aide à chacun mais aussi que chacun retrouve les fruits de son travail.

Nous devons également envisager une augmentation de la quotité exemptée d’impôt. Aujourd’hui vous ne payez pas d’impôts sur les 9000 premiers euros. Nous devons monter cette limite à 12 000 euros car cela correspond au revenu d’intégration sociale. Les personnes qui reçoivent un tel revenu ne doivent pas payer d’impôts mais surtout, les travailleurs à bas salaire doivent pouvoir mieux vivre du fruit de leur travail. Cela concerne en particulier Déborah qui, dans le secteur de la grande distribution, est contrainte de travailler à temps partiel.

Il y aura aussi des réformes en matière. Nous devons mettre sur pied un nouveau bonus-pension incitant à travailler un peu plus longtemps en étant mieux récompensé. Il faut encore intégrer la pénibilité du travail. Le groupe MR à la chambre a déposé une proposition pour que la pénibilité du métier d’infirmier et d’infirmière soit reconnue. C’est aussi une étape pour atteindre la convergence progressive des statuts, qui est indispensable pour pouvoir intégrer l’économie collaborative. Il est assez ahurissant de voir les débats à Bruxelles où l’on veut interdire Uber. On veut d’une part réduire le nombre de voitures et permettre l’émergence des nouvelles technologies mais on interdit d’autre part un nouveau mode de transport au lieu de l’encadrer correctement. La réforme de notre droit social est un impératif si nous voulons que les nouvelles technologies soient nos alliés et qu’elles développent la croissance et la richesse sur notre territoire, afin d’éviter d’en subir d’éventuels désagréments.

Nos réformes doivent aussi s’adresser à la jeunesse. Elle souffre particulièrement. Elle est notre avenir Nous ne pouvons pas la brider, la blâmer. Nous devons la soutenir et lui rendre un avenir désirable. A ce titre, le MR a déployé le Projet Rebond, 50 propositions en faveur de la jeunesse. En enseignement, en formation, par exemple le fait de pouvoir récupérer son Erasmus mais aussi des propositions en matière d’emploi et de développement personnel. Ainsi le MR souhaite étaler dans le temps le paiement des droits d’enregistrement pour faciliter l’acquisition d’un premier logement. C’est la richesse de ceux qui n’en ont pas, le patrimoine de ceux qui sont nés sans. Nous devons faciliter cet accès aux plus jeunes.

Il faut également permettre de mieux concilier vie privée et professionnelle. Nous proposons le droit à changer de vie. C’est le droit à la démission. Beaucoup ne sont plus heureux dans leur emploi, et les employeurs s’en rendent compte, mais le droit social bloque d’éventuels changements. Si le travailleur démissionne, il perd son droit au chômage. Après un certain nombre d’année travaillées, un travailleur pourrait démissionner et conserver ses droits sociaux pendant une période limitée pour se former, lancer son entreprise, changer d’emploi, changer de vie. Car le credo des réformateurs c’est d’être libre de choisir sa vie et de pouvoir en changer.

Un dernier mot pour vous faire part du danger que constitue l’extrême-gauche. Pourquoi en parler maintenant ? Je pense avoir pu démontre que leurs solutions sont faciles et populistes. Mais leur rapport à la démocratie est aussi très dangereux. Le PTB soutient des régimes dictatoriaux, qui ont réduit les libertés ou qui les suppriment et répriment les opposants politiques, comme au Venezuela. Ils ont des positions ambigües face à des actes criminels au regard des droits de l’homme, par exemple vis-à-vis des populations ouïghoures en Chine. Le PTB a un problème avec la démocratie. D’apparence sympathique, leur programme est dangereux. Nous, les réformateurs, nous serons le rempart contre les extrêmes de droite ou de gauche.

Pour finir, un mot personnel. Le parti libéral qui fête ses 175 ans cette année est souvent l’objet de d’attaques et de critiques. C’est normal quand on veut casser les codes, bousculer l’ordre établi, être en rupture avec un système qui ne fonctionne plus tout à fait bien. Mais vous les militants, soyez fiers, engagez-vous, marchez la tête haute. Soyez Fiers de porter la plus belle philosophie politique de l’histoire de l’humanité, soyez fiers d’être des libéraux.